



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

machines et appareils électriques

Question au Gouvernement n° 188

Texte de la question

## USINE ELECTROLUX DE REVIN

M. le président. La parole est à Mme Bérengère Poletti, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Mme Bérengère Poletti. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à M. le ministre du redressement productif. (*" Ah ! " sur de nombreux bancs du groupe UMP.*)

Monsieur le ministre, les Ardennes sont sous le choc ! Le groupe Electrolux a annoncé hier son intention de fermer dans les deux ans son usine de lave-linge à Revin : 419 emplois directs sont menacés, près de 1 500 emplois en tout, près de 1 500 familles sont dans la tourmente. Cette annonce est une catastrophe pour les salariés, pour leurs familles, mais aussi pour le département tout entier. Notre bassin d'emploi est violemment et régulièrement frappé depuis trente ans !

Malgré le déblocage par l'ancienne majorité de plusieurs centaines de millions d'euros pour la réindustrialisation des Ardennes, et parce que la crise internationale est venue aggraver la situation, il est devenu vital, pour notre département comme pour la France, d'améliorer la compétitivité de nos entreprises.

Vous avez fait croire aux Français pendant la campagne électorale que nous n'avions pas de problème de compétitivité en France. À votre arrivée au pouvoir, vous avez supprimé par pure idéologie la TVA sociale et les heures supplémentaires. Vous avez commandé ensuite le rapport Gallois sur la compétitivité, que vous enterrez avant même sa parution. (*" Eh oui ! sur de nombreux bancs du groupe UMP.*) Pourquoi ? Parce qu'il ne va pas dans votre sens ?

Electrolux ne fabrique pas de marinières rayées, Electrolux fabrique des lave-linge ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Qu'allez-vous faire pour empêcher cette fermeture ? Faire des photos publicitaires ne suffit pas. Les salariés de nos entreprises attendent du Gouvernement qu'il cesse de se défausser sur la précédente majorité et qu'il prenne enfin ses responsabilités. Tous les élus des Ardennes sont unis aux côtés de ces salariés qui attendent des réponses concrètes de votre part.

Monsieur le ministre, dites-nous maintenant clairement quels engagements vous comptez prendre pour sauver ces 419 emplois ardennais ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique.

Mme Fleur Pellerin, *ministre déléguée chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique*. Madame la députée, je vous prie d'excuser Arnaud Montebourg, qui est actuellement au forum mondial de l'énergie, à Dubaï. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Hier, lors de la communication de ses résultats trimestriels, le groupe Electrolux a en effet annoncé qu'une consultation des représentants du personnel allait débiter concernant l'arrêt de la production de l'usine de Revin. Le groupe se donne deux ans avant la fermeture pour trouver des solutions de réindustrialisation. Il explique que, malgré des résultats mondiaux supérieurs aux attentes, le marché européen est en berne, en particulier en Europe de l'Ouest.

En cinq ans, la production du site a chuté de plus de moitié. En 2010, la production de Faure, marque d'entrée de gamme des lave-linge Electrolux, avait déjà été délocalisée en Pologne, vers un autre site du groupe. Ce sont désormais les marques Electrolux et AEG qui devraient migrer vers la Pologne. C'est le scénario redouté par les syndicats depuis deux ans. Pourtant, il y a neuf mois, l'entreprise a décidé d'engager une étude afin

d'évaluer la pérennité du site de Revin et d'analyser toutes les solutions, soit internes - remplacement ou ajout de production complémentaire -, soit impliquant des entreprises extérieures. Les syndicats et leurs experts ont été régulièrement associés et ont même proposé une solution qu'ils estiment pérenne, à savoir la fabrication de produits électroménagers aujourd'hui vendus par le groupe sans être fabriqués par lui. L'État s'est associé à tous les instants à cette démarche, à travers l'accompagnement par la commissaire au redressement productif et le préfet de région.

Madame la députée, en vous répondant, je pense avant tout aux 419 salariés de Revin. (*Exclamations sur de nombreux bancs du groupe UMP.*) On peut regretter que le groupe n'ait pas attendu la réunion du comité central d'entreprise prévue demain pour faire son annonce.

M. Daniel Fasquelle. Quelle réponse affligeante !

Mme Fleur Pellerin, *ministre déléguée*. Sachez que depuis des mois, un travail s'était engagé avec les organisations syndicales pour trouver un avenir au site. Le Gouvernement reste pleinement mobilisé auprès de tous les élus locaux pour trouver des solutions permettant de maintenir l'activité industrielle du site.

(*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Bérengère Poletti](#)

**Circonscription :** Ardennes (1<sup>re</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 188

**Rubrique :** Industrie

**Ministère interrogé :** PME, innovation et économie numérique

**Ministère attributaire :** PME, innovation et économie numérique

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [24 octobre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [24 octobre 2012](#)